

Chapitre 2

Bilan de la réunion d'information et d'échanges en ligne

1. Présentation de la réunion d'information et d'échanges en ligne

Les participants au programme étant divisés en groupes anglophone et francophone, chaque groupe s'est réuni trois fois en ligne pour partager des informations et faire des échanges de vues.

(1) Objectifs

- ◆ Préalablement à la mise en œuvre du programme d'échanges en 2021, créer une occasion d'échanges entre les participants (17 ressortissants de neuf pays) pour établir un réseau.
- ◆ Développer une compréhension commune entre les participants sur les initiatives de lutte contre les VBG en Asie et Pacifique et en Afrique, ainsi que mener des échanges sur notamment les enjeux jugés majeurs et les solutions envisagées par les associations, pour acquérir des connaissances utiles aux activités futures et des suggestions pour résoudre les enjeux.

(2) Organismes ou associations auxquels appartiennent les participants au programme

La réunion d'information et d'échanges en ligne a rassemblé des participants représentant les organismes et associations indiqués dans les tableaux 2-1 et 2-2 (un participant par entité).

Tableau 2-1 : organismes et associations auxquels appartiennent les participants au programme
(pays anglophones et le Japon)

Pays	Catégorie	Nom
Australie	Association d'aide	Eastern Domestic Violence Service (EDVOS)
Philippines	Association d'aide	Legal Alternatives for Women (LAW) Center, Inc.
Namibie	Gouvernement	Ministère de l'Égalité de genre, de l'Éradication de la pauvreté et de la Protection sociale
	Association d'aide	One Economy Foundation (ONE)
Sierra Leone	Gouvernement	Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
	Association d'aide	Rainbo Initiative
Japon	Gouvernement	Division des Mesures contre les Violences entre les Genres, Direction de l'Égalité entre les Genres, Bureau du Cabinet
	Association d'aide	OSBL Réseau des femmes Saya-Saya

Tableau 2-2 : organismes et associations auxquels appartiennent les participants au programme
(pays francophones et le Japon)

Pays	Catégorie	Nom
Burkina Faso	Gouvernement	Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire
	Association d'aide	Mwangaza Action
RD Congo	Gouvernement	Ministère du Genre, de la Famille et des Enfants
	Association d'aide	Cris du Peuple Opprimé (CPO)
Madagascar	Gouvernement	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
	Association d'aide	Association Fitia
Mali	Gouvernement	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
	Association d'aide	Amsopt
Japon	Gouvernement	Division des Mesures contre les Violences entre les Genres, Direction de l'Égalité entre les Genres, Bureau du Cabinet
	Association d'aide	Espace pour les femmes ON

(3) Programme de réunion

Les pays participants étant divisés en deux groupes (anglophone et francophone), la réunion d'information et d'échanges a eu lieu selon le programme suivant (tableaux 2-3 et 2-4).

Tableau 2-3 : description des séances anglophones

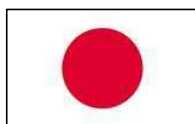
	Date	Participation	Contenu
1ère séance	1 déc 2020	6 personnes	Présentations personnelles
2ème séance	8 déc 2020	7 personnes	Présentations personnelles, exposés oraux et discussions
3ème séance	Mars 2021 (à confirmer)	6 personnes	Présentation du programme d'échanges, discussions

Tableau 2-4 : description des séances francophones

	Date	Participation	Contenu
1ère séance	8 déc 2020	6 personnes	Présentations personnelles, questions-réponses et échanges de points de vues
2ème séance	17 déc 2020	10 personnes	Présentations personnelles, questions-réponses et échanges de points de vues
3ème séance	Mars 2021 (à confirmer)	7 personnes	Présentation du programme d'échanges, discussions

(4) Présentation des organismes gouvernementaux et associations d'aide participants

Les aperçus des organisations gouvernementales et des organisations de soutien sont présentés ci-dessous. Toutes les descriptions, y compris sites Web et SNS, ont été confirmées par les intéressés de chaque organisme gouvernemental et association d'aide.



Japon

■ Bureau de l'égalité des sexes, Cabinet du Japon

<Informations générales>

Organisation en charge des VBG	Division de la lutte contre les violences basées sur le genre
Rôle principal	Pour l'arrêt des violences faites aux femmes, ce service propose des activités d'information et de sensibilisation, des études, des enquêtes et l'organisation de formations pour les organisations concernées. Concernant les violences des conjoints, il s'efforce de faire progresser les mesures selon 「Loi de prévention des violences causées par les conjoints et la protection des victimes」 et les orientations de base, en collaboration avec les ministères concernés.
Organisme de coordination pour les VBG	Association d'étude spécialisée dans les violences faites aux femmes. Elle est présidée par un spécialiste. Elle est composée d'universitaires, d'institution de recherche, d'entreprises et d'ONGs. Elle vérifie et examine, entre autres, les mesures prises concernant les problèmes des VBG.
Site web, réseaux sociaux	https://www.gender.go.jp/index.html

<Principales politiques en matière de VBG>

- Protection et soutien aux victimes de violences par le centre de consultation et soutien aux victimes des violences des conjoints.
- Renforcement du soutien aux victimes grâce à la stabilisation de l'administration et à la consolidation du fonctionnement du centre de soutien centralisé pour les victimes des VBG
- Promotion de la sensibilisation de la conscience.
- Mise en œuvre de formations destinées aux administrations publiques et aux organisations privées, des études sur la situation actuelle.

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Pour répondre à l'augmentation de la violence domestique due à la pandémie de Covid-19, la mise en œuvre de « la consultation sur la DV plus » avec la consultation téléphonique de 24 heures sur 24, la consultation par les réseaux sociaux, et le mail.
- Promotion des engagements concentrés tels que l'examen du code pénal, les aides aux victimes, le programme de prise en charge des auteurs, etc.
- Renforcement de la coopération entre les mesures contre les violences domestiques et les engagements contre les sévices des enfants, promotion des mesures pionnières telles que l'abri privé et promotion des mesures contre les violences domestiques en collaboration avec les administrations publiques et les organisations privées

■ Personne morale d'ONP Réseau des femmes Saya-saya



<Informations générales>

Date de création	2000
Domaine d'action	Soutien à l'indépendance, aide à la vie, accueil de consultation, sensibilisation aux VBG, administration de la maison d'étape (Etablissement de protection à moyen et long terme permettant d'aller à son travail ou à l'école) et formation des supporteurs
Nombre de personnes	100 (Femmes90, Hommes10)
Particularités	Organisation qui soutient les femmes et les enfants ayant subi des violences domestiques. Elle soutient les activités suivantes : consultation téléphonique gratuite, organisation de la réunion de groupe d'entraide, conseils, soins médicaux, soutien d'indépendance, actions de sensibilisation et cours de formation de supporteurs. Elle appuie la consultation des femmes au centre de consultation des enfants dans l'arrondissement d'Edogawa à Tokyo. Elle déploie ses activités sur la base de Tokyo.
Principaux organismes et réseaux partenaires	Collaboration avec le conseil d'examen de la violence domestique et la commission de concertation du bien-être social qui sont des collectivités publiques régionales.
Site Web, réseaux sociaux	https://saya-saya.net/

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Offre de soutien global à la vie et à l'indépendance après le départ de l'abri pour les femmes et les enfants victimes.
- Offre de consultation téléphonique (gratuite ou payante), de consultation par réseaux sociaux et de thérapie pour les enfants
- Offre de programme de soutien psychologique destiné aux mères et aux enfants victimes de la violence domestique
- Actions de sensibilisation destinées à des jeunes pour la prévention de la violence domestique et la violence (Consultation grâce aux réseaux sociaux et réunions de formation), Offre de formation des supporteurs

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Grâce au projet à l'indépendance des femmes destiné aux femmes victimes de la violence domestique (VD), en leur présentant le mécanisme de la VD et en leur offrant la consultation juridique, les victimes ont une meilleure compréhension du processus de rétablissement. Après on leur offre une série de soutiens comprenant l'aide au travail, etc, pour la réintégration sociale.
- Pour les activités de soutien à la vie, on offre des logements et on présente des avocats aux femmes et aux enfants victimes après leur départ de l'abri. Lors de la procédure administrative ou juridique, des membres de l'organisation les accompagnent dans les différentes administrations ou au tribunal pour les soutenir dans le processus de rétablissement global de la vie.

■ Personnes morale d'ONP Espace pour les femmes . ON



<Informations générales>

Date de création	1993
Domaine d'action	Soutien à l'indépendance, consultation des droits de l'homme, protection temporaire d'urgence (administration de l'abri), proposition des mesures et sensibilisation aux VBD.
Nombre de personnes	26 (Femmes13, Hommes13)
Particularités	Premier abri privé à Hokkaido. En mettant l'accent sur le soutien à l'indépendance des femmes ayant subi des violences domestiques, cette association s'occupe d'activités variées telles que recherches et proposition politique, mesures et actions ayant pour objectif d'améliorer la conditions des femmes.
Principaux organismes et réseaux partenaires	La représentante du réseau national des femmes, d'abri de la personne morale de l'ONP appartenant au réseau d'abris de Hokkaido, est un membre des réunions de délibération sur les égalité des sexes de Hokkaido.
Site Web, réseaux sociaux	https://www.onnanno-space-on.or.jp/

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Soutien aux femmes victimes de violence (Administration de l'abri et consultation des droits de l'Homme)
- Soutien à la jeune génération contre les VBG et la violence (consultation par les réseaux sociaux, abri, sensibilisation, information, formation et enquête)
- Soutien aux enfants (offre de soins psychologiques grâce à l'organisation des événements saisonniers, aux campings et à des activités agricoles)
- Soutien à l'accès au travail comme appui à l'indépendance (offre de cours de maquillage, cours de droits des travailleurs et cours de la langue japonaise destiné aux étrangères résidant au Japon)
- Proposition de politiques sur les VBG à l'Etat et aux collectivités locales.
- Mise en œuvre de la formation des supporteurs

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Après avoir consulté sur les préjudices, on protège provisoirement les victimes dans un abri et on leur offre des services juridiques ou médicaux afin de leur apporter plus tard le soutien à l'indépendance.
- Pour l'aide à l'indépendance, on soutient la reconstruction de la vie des victimes concernant les soins médicaux, les enfants, la justice, l'administration et la vie quotidienne, grâce au système de référence et à l'accompagnement, en collaboration avec les organisations concernées.



Le Commonwealth d'Australie



■ Eastern Domestic Violence Service; EDVOS

<Informations générales>

Date de création	1994
Domaines d'action	Prévention primaire, intervention anticipée, prise en charge et soutien au rétablissement pour les violences domestiques
Nombre d'employés	110 personnes, dont 110 femmes
Particularités	Cette association offre principalement aux femmes, enfants et animaux de compagnie, des services d'aide en matière de violence familiale. Elle développe ses activités avec l'appui financier de l'Etat de Victoria. Son périmètre géographique d'intervention couvre la région de Melbourne et les zones cibles.
Principaux organismes et réseaux partenaires	Elle appartient au Groupe de leadership en services spécialisés dans la violence familiale et au Partenariat régional métropolitain de l'Est contre la violence familiale. Elle participe également à plus de 70 réseaux aux niveaux de l'État et des districts.
Site Web, réseaux sociaux	http://www.edvos.org.au/

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Soutien intégré offert à titre gratuit aux victimes de violence familiale surtout les femmes et les enfants
- Services concernant l'évaluation des risques, la planification de la sécurité, la gestion intégrée des cas et l'orientation vers les instances appropriées offerts en accordant la priorité aux attentes et besoins des clients dans le souci de réduire les risques de violence familiale et d'assurer leur sécurité et bien-être
- Sensibilisation sur les facteurs basés sur le genre qui favorisent la violence familiale, organisation de la formation à la prévention des violences familiales
- Collecte et analyse des données en particulier sur le soutien aux victimes de violence familiale

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Ayant compris, à travers la consultation des communautés et des parties prenantes sur la violence familiale, l'importance de la présence et de l'accessibilité des services de soutien, EDVOS a commencé une activité commune de soutien par l'envoi des experts à plus de 12 lieux comme les hôpitaux et les universités dans la région est de Melbourne.



République des Philippines



■ LAW Center (Legal Alternatives for Women (LAW) Center, Inc.)

<Informations générales>

Date de création	1996
Domaine d'action	Consultation juridique gratuite et intervention psychosociale pour les femmes et leurs enfants qui ont subi des abus physiques, psychologiques, économiques et sexuels, développement du renforcement des capacités et de la gouvernance participative des femmes à travers la formation parajuridique, les séminaires relatifs aux lois sur les femmes et la sensibilisation par l'intermédiaire des médias.
Nombre d'employés	25 (Femmes22, Hommes3)
Particularités	Cette association vise l'amélioration des conditions de vie des femmes en situation vulnérable et leur participation dans la prise de décision. Implantée dans la ville de Cebu et la province de Cebu, elle développe des activités ancrées dans le territoire dont notamment l'organisation de séminaires en partenariat avec les collectivités locales et les initiatives en faveur de la création de juridictions.
Principaux organismes et réseaux partenaires	Partenariat avec les collectivités locales/les barangay de la province de Cebu et de la ville de Cebu, la commission des femmes de Cebu, l'archidiocèse de Cebu, l'Association des avocates de Cebu, les ONG, etc.
Site Web, réseaux sociaux	http://lawinc.com.ph/

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Consultation juridique gratuite concernant le viol, la traite des personnes ou le harcèlement sexuel, et assistance juridique pour la procédure contentieuse
- Services de counselling/thérapie psychologique offerts aux victimes
- Fourniture d'aides à la subsistance pour les victimes avec le soutien des bailleurs de fonds internationaux
- Organisation de séminaires sur la réduction des violences en collaboration avec les collectivités locales

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Dans le cadre de l'autonomisation des femmes, cette association propose des formations permettant d'acquérir des connaissances juridiques et de comprendre les droits des femmes. Parmi les femmes formées, certaines travaillent déjà comme assistante juridique, d'autres accèdent à la fonction publique. En préconisant une éducation permanente des hommes, elle organise un programme de formation appelé « ERPAT » à l'intention des pères. Il les sensibilise sur le concept de genre, le mariage et le rôle de père pour créer une famille respectueuse de l'égalité de genre et prévenir toute violence.



République de Namibie

■ Ministère de l'Égalité des genres, de l'Éradication de la pauvreté et de la Protection sociale

<Informations générales>

Organisation en charge des VBG	Direction de la protection de l'enfance
Rôle principal	Promotion de la protection de l'enfance pour assurer l'égalité des genres et le développement socio-économique du pays ainsi que le bien-être des enfants
Organisme de coordination pour les VBG	Comité consultatif de haut niveau sur les genres avec le Premier ministre comme Président. Il est constitué de représentants des organes gouvernementaux, du secteur public, des organisations académiques, de partenaires du développement, d'ONG, d'organisations religieuses, de médias et de la société civile. Il coordonne la mise en œuvre et le suivi du Plan d'action national sur les genres.
Site web, réseaux sociaux	https://mgecw.gov.na/?fbclid=IwAR3AoOz23nomnIVhSIQYgMtxM8ZtUxeNVeLvxB-Rdu1Ho5Q6PQKrm02FiBI https://www.facebook.com/MGEPESWNAMIBIA/

<Principales politiques en matière de VBG>

- Apport d'un soutien psychologique et social aux victimes de VBG, dont les enfants
- Mise en place d'activités de sensibilisation aux VBG et à l'égalité des genres

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Mise en place de formations sur les VBG à l'attention des chefs traditionnels influents dans la communauté
- Placement de travailleurs sociaux dans les unités d'investigation VBG de la police, pour apporter, avec la police, un soutien intégral aux victimes de VBG
- Mise en place de formations transversales sur les VBG, en direction des travailleurs sociaux, policiers et juges.

■ One Economy Foundation



<Informations générales>

Date de création	2015
Domaines d'action	Programme sur la VBG : prévention et protection des victimes, aide à l'agresseur, développement des capacités et formation des conseillers et groupes communautaires qui sont en contact direct avec les victimes, autonomisation et sensibilisation des jeunes.
Nombre d'employés	12 (Femmes9, Hommes3)
Particularités	Créée par l'épouse du président namibien pour la mise en œuvre de projets, notamment de lutte contre les VBG. Large éventail d'actions, de la prise en charge de la gestion de cas de VBG à la formation des conseillers. S'occupe de cas importants qui feront jurisprudence et conduiront à l'établissement de politiques. Très impliquée dans la mise en place d'activités innovantes, dont des études fondées sur les faits, notamment pour étudier les origines de la VBG.
Principaux organismes et réseaux Partenaires	Membre de la commission des clusters VBG, de groupes de travail sur le trafic d'êtres humains et sur la cybercriminalité.
Site web, réseaux sociaux	https://www.facebook.com/OneEconomyFoundation/

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Offre d'une assistance juridique, y compris pour les procès (aide aux témoins en situation de vulnérabilité, préparation au procès, offre de conseils par des professionnels pour les témoignages, aide psychosociale et matérielle, soutien technique aux associations concernées)
- Mise en œuvre de formations pour améliorer les capacités des conseillers, des membres de la communauté, des leaders étudiants, des groupes de femmes et de jeunes, des chefs traditionnels et religieux
- Négociations politiques et plaidoyers en faveur de la législation sur la VBG
- Activités de sensibilisation des jeunes à travers les réseaux sociaux, notamment l'organisation d'entretiens en direct sur Instagram avec des spécialistes et des survivantes de VBG.
- Création de centres de services intégrés « One stop center » qui s'adressent aux jeunes et aux survivantes de VBG, en ce qui concerne la santé en matière de sexualité et de reproduction, la prévention de la violence, etc.

<Exemples de réussites et initiatives efficaces>

- Travaille au renforcement des initiatives en matière de VBG en offrant des services aux jeunes et en collaborant avec l'unité nationale d'enquête sur la VBG et la campagne nationale contre les violences.



République de Sierra Leone

■ Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

<Informations générales>

Organisation en charge des VBG	Département VBG
Rôle Principal	Informe la communauté internationale des initiatives nationales concernant les VBG et apporte aux ministères et agences concernées l'aide et les connaissances internationales.
Organisme de coordination pour les VBG	Comité national de lutte contre les VBG. Il est présidé par le Ministre du Genre et de l'Enfance et le vice-inspecteur général de la police nationale. Il est constitué de représentants d'organismes gouvernementaux, d'organes de l'ONU, d'organismes nationaux et internationaux, de diverses organisations de soutien, etc. Il a pour mission de réfléchir aux politiques d'égalité des genres et aux problèmes juridiques, de coordonner les organismes travaillant à la prévention ainsi que la mise en place des mesures en matière de VBG.
Site web, réseaux sociaux	https://www.facebook.com/mofaic.sl

<Principales politiques en matière de VBG>

- Informe la communauté internationale de la législation nationale sur les VBG et sur les habitudes du pays
- Distribue l'aide financière internationale aux organismes gouvernementaux en charge des mesures contre les VBG et de l'aide aux femmes

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Organise des débats en collaboration avec le Ministère de la Protection sociale, du Genre et de l'Enfance, et donne l'opportunité aux victimes de partager leur expérience.

■ Rainbo Initiative



<Informations générales>

Date de création	2003 (au départ, un projet du Comité international de secours (IRC) ; indépendant en tant qu'ONG depuis 2014)
Domaines d'action	Protection des victimes de VBG. Offre d'un soutien médical et socio-psychologique gratuit et adapté à l'âge, et programme de sensibilisation à la prévention de la VBG
Nombre d'employés	50 (Femmes32, Hommes18)
Particularités	À l'origine de sa création, un projet d'aide aux nombreuses femmes qui ont subi des violences physiques, sexuelles et psychologiques au cours de la guerre civile. Désormais une ONG bien établie, elle a déjà aidé plus de 40 000 survivantes.
Principaux organismes et réseaux partenaires	Appartient à un réseau d'organisations impliquées dans la lutte contre les VBG (Ministère de la Protection sociale, du Genre et de l'Enfance, organes de l'ONU, ONG), et s'occupe de la coordination.
Site web, réseaux sociaux	http://www.rainboinitiativesl.org/

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- En 2013, création de centres Rainbo au sein des hôpitaux publics pour apporter une aide médicale et psychosociale aux femmes ayant souffert de violences sexuelles (prise en charge de 3 701 femmes et filles en 2019, 3 458 en 2020)
- Actions de sensibilisation à la prévention des VBG (dans les écoles, mosquées, églises, marchés, etc.) au moyen de chansons, par la radio, etc. Elles ont touché jusqu'à présent 83 909 personnes, dans 5 régions et 64 communautés.
- Offre de soins médicaux gratuits aux victimes, recommandations politiques concernant l'installation d'instituts de recherche en médecine légale
- Instauration de points focaux VBG par des bénévoles et actions de sensibilisation dans les communautés

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Création du premier centre Rainbo en 2003. Organise des formations à destination des organismes gouvernementaux et des ONG qui apportent une aide dans le cadre de la lutte contre la VBG. A été chargé de la formation des employés lors de la création par le Ministère du Genre et de l'Enfance de centres de services intégrés « One stop center », où une aide médicale et psychosociale est offerte aux survivantes de VBG.



Burkina Faso

■ Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale de la Famille et de l'Action Humanitaire

<Informations générales>

Organisation en charge des VBG	Direction générale des femmes et du genre et direction de la Promotion du genre
Rôle principal	Elles ont pour but de coordonner les organisations qui offrent les services de soutien aux victimes de VBG. Elles renforcent le système législatif et les organismes pour les mesures de lutte contre les VBG.
Organisme de coordination pour les VBG	Conseil national pour la promotion du genre. Le conseil est présidé par le premier ministre. Le conseil met en œuvre des activités, de la coordination et de l'évaluation du "la stratégie national genre". Pour l'organisation de la coordination des activités de soutien humanitaire, un groupe de protection et un sous-groupe des VBG ont été mis en place. Ces groupes sont composés d'organisations gouvernementales, de partenaires de développement et de sociétés civiles. Ils s'occupent de la prévention des VBG, unifient, coordonnent et améliorent les activités de soutien.
Site web, réseaux sociaux	https://www.action-sociale.gov.bf/accueil

<Principales politiques en matière de VBG>

- Offre de soins sociaux et psychologiques et du service de soutien légal et médical à l'égard des victimes. (Mise en place du centre de soutien aux victimes et ligne téléphonique de soutien aux victimes et de signalisation)

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Dix centres de soutien aux victimes (Ouagadougou(capitale),Kongoussi, Bobo-Dioulas, Ouahigouya, etc),ont été installés pour renforcer le système global de soutien dans tout le pays.

■ Mwangaza Action

<Informations générales>

Date de création	1995
Domaines d'action	<ul style="list-style-type: none"> • Santé de la reproduction, de la mère et de l'enfant (promotion du planning familial, santé sexuelle et de la reproduction des adolescent(e)s et jeunes, etc.) ; • IST et VIH/SIDA (mise en œuvre d'interventions pour le changement social et de comportement) ; • Protection de l'enfance, (éducation à base communautaire sur les droits humains), • Lutte contre les VBG, élimination de la pratique des MGF/excision et du mariage d'enfants ;
Nombre d'employés	12 (Femme4, Homme8)
Particularités	Offre de services spécialisés tels que la formation et l'enquête et la contribution au développement durable des communautés grâce au partage des connaissances. Contribution au développement des capacités des habitants des communautés. Cette association développe ses activités non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi en République du Niger, République de Côte d'Ivoire, République du Cameroun, République du Tchad, etc.
Principaux organismes et réseaux partenaires	Elle appartient au conseil de coordination national (une fois par mois). L'UNFPA est une organisation dirigeante) et elle s'occupe de la surveillance des activités de soutien contre les VBG. Elle appartient aussi au conseil de coordination au niveau des arrondissements (une fois par mois).
Site web, réseaux sociaux	http://mwangaza-action.org/



<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Mise en œuvre des activités de soutien telles que l'abolition du mariage des enfants et de l'excision.
- Prise en compte des opinions des femmes et des filles dans les différentes décisions de développement et particulièrement dans la détermination de l'emplacement des toilettes dans les concessions dans les communautés, ce qui permet de prévenir les viols.
- Promotion des actions comprenant les processus de prise de décision par les femmes dans la communauté.
- Mise en œuvre des activités de sensibilisation pour lutter contre les violences sur les femmes et les filles et organisation de réunions des élèves dans l'enseignement secondaire.

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Les activités de sensibilisation recommandant l'utilisation de la ligne verte anonyme sont mises en œuvre.
- Une formation destinée aux enfants est réalisée pour renforcer les capacités de l'autoprotection contre le mariage des enfants, l'excision, et les autres violences basées sur le genre.
- Des plaidoyers auprès des leaders religieux et coutumiers pour le changement de normes sociales qui avilissent les femmes et les filles.



République démocratique du Congo

■ Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant

<Informations générales>

Organisation en charge des VBG	Agence Nationale de Lutte Contre les Violences Faites à la Femme, à la Jeune et Petite Fille (AVIFEM)
Rôle principales	Prévention et protection contre les VBG, sensibilisation et vulgarisation concernant les documents et l'appareil législatif, offre d'un soutien intégral aux victimes, les réponses en matière de sanctions pénales et d'exemption des agresseurs, coordination avec les organismes de soutien
Organisme de coordination pour les VBG	Comité de coordination des VBG, constitué de représentants du ministère du genre (Ministre), de la famille et de l'enfant, des autres ministères concernés, d'un représentant du Premier Ministre, de la société civile, d'organes de l'ONU et d'ONG nationales et internationales. Formulation des politiques concernant les initiatives de lutte contre les VBG, gestion et suivi de l'état d'exécution du budget, approbation des plans d'action. Un sous-cluster VBG y a été créé, en tant qu'organe de coordination avec les organisations d'aide humanitaire.
Site web, réseaux sociaux	https://mingenre-rdc.org/

<Principales politiques en matière de VBG>

- Offre de soins psychologiques et médicaux, de services juridiques et judiciaires, et de soutien socio-économique aux victimes (Holistiques) (centres de services intégrés multisectoriels (CISM), ligne d'assistance téléphonique pour les victimes)

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Installation d'une unité spéciale de soutien aux victimes au sein de la police nationale afin d'étendre le dispositif de soutien. Amélioration de l'offre de soutien afin qu'elle puisse répondre aux besoins des victimes et renforcement de la coopération avec les structures de soutien.
- Mise en place d'actions de prévention et de sensibilisation aux VBG à la télévision et à la radio, informations données sur l'existence de la ligne d'assistance téléphonique et sur l'ensemble des services disponibles.

■ Cris du Peuple Opprimé (CPO-ONG)

<Informations générales>

Date de création	2012
Domaines d'action	1. Protection (VBG, droit de l'homme en général) ; 2. Santé ; 3. Education ; 4. Droits de la femme et de la jeune fille ; 5. Eau, assainissement et hygiène, Intégration des notions de Genre et de protection de la femme ; 6. Bonne Gouvernance, participation (des femmes) dans la politique
Nombre d'employés	37 (Femmes 13, Hommes 24)
Particularités	Cette organisation met en œuvre une grande variété d'actions dans le but de réduire les inégalités sociales. Reçoit des fonds et du matériel de la part de la Mission de l'organisation des Nations-Unies (NU) pour la stabilisation en RD Congo et de UNFPA. Possède 4 bureaux sur l'ensemble du territoire national. Au-delà de Prévention et réponse sur les VBG, son autre spécificité est de lutter contre les actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par les humanitaires ; Travaillant dans le contexte de triples nexus « humanitaire, développement et paix ». CPO-ONG travaille sur la participation de la femme, fille et jeune dans la consolidation de la paix à travers le renforcement du pouvoir économique par leur autonomisation économique.
Principaux organismes et réseaux partenaires	Appartient au sous-cluster VBG du cluster Protection placé par le Bureau de la coordination humanitaire des NU. Possède un réseau de fournisseurs d'assistance médicale et légale composé d'avocats, de médecins, de policiers, etc.
Site web, réseaux sociaux	https://www.facebook.com/crisdepeupleopprime , Twitter CPO ONG, Instagram CPO ONG



<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Soutien psychologique aux victimes (conseil individuel adapté à chaque victime, conseil conjugal, sessions de groupe)
- Soutien socio-économique et sur les moyens de subsistance (production de savon, formation professionnelle et stages techniques dans le domaine de la couture, travail avec les perles compris, pâtisserie, élevage et agriculture)

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Réalisation de campagnes de sensibilisation sur les VBG à destination de 50 000 personnes en deux ans (2019 et 2020)
- Organisation de stages de formation d'instructeurs : « formation des professionnels aux soins psychologiques », « formation à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels »
- Réalisation des campagnes de sensibilisation sur le Droit à la Terre, au Logement et à la Propriété des femmes en faveur de 50.000 femmes et 50.000 autorités coutumières et leaders communautaires
- Sensibilisation de 200.000 personnes pour dénoncer l'exploitation et abus sexuels commis par les humanitaires.
- Sensibilisation de 80.000 femmes et jeunes filles au Covid -19
- Organisation de tournois de football dans le cadre de la réinsertion et du soutien psychologique et social des anciens enfants-soldats, une classe vulnérable de jeunes.



République de Madagascar

■ Ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la Femme

<Informations générales>

Organisation en charge des VBG	Direction Générale de la Promotion de la femme
Rôle principal	C' est un organe de coordination et de planification. Elle met à jour l'élaboration des politiques, et les plans d'action et la réalisation des programmes pour la promotion de la femme, l'égalité de genre ainsi que l'intégration du genre . Elle accélère l'égalité des sexes grâce à la mise en œuvre des plans d'action relatifs à ces trois thèmes .
Organisme de coordination pour les VBG	Comite de pilotage. Elle est constituée par les repréentants du secteur public, des OSC, des secteur privé, tous oeuvrant dans la lutte contre les VBG. Elle met en œuvre des actions de la stratégie nationale de lutte contre les VBG et son suivi évaluataion . Comme organisme inférieur, elle a des ramifications au niveau régional
Site web, réseaux sociaux	https://socialprotection.org/connect/stakeholders/madagascar-minist%C3%A8re% C2%A0de-la-population-de-la-protection-sociale-et-de-la

<Principales politiques en matière de VBG>

- Veiller à l'intégration effective de la dimension genre dans l'ensemble des politiques, des mesures, des préparations de budgets ou d'actions prises par les différents acteurs dans leurs domaines de compétences spécifiques en vue d'éviter ou de corriger d'éventuelles inégalités entre les femmes et les hommes
- Mettre à terme avec « Tolérance zéro » les VBG faites aux femmes et aux filles
- Mettre en place une politique de prévention de la lutte contre la traite de personne et VBG / Mettre en place une société égalitaire en genre en sensibilisant les droits de la femme dans la lutte contre les VGB.

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- 2 centres intégrés de prise en charge, et 18 centres d'écoute et de conseil juridique (accueil , écoute, accompagnement et signalement pour les victimes de la violence sexuelle basé sur le genre) ont été installés
- En réalisant des services de soutien à la réinsertion socio-économique de la la femme victime de la VBG et afin d'assurer son autonomisation et à la réintégration sociale par le biais des formation professionnelle (coupe et couture, cuisine et pâtisserie, agriculture, vannerie, etc).
- L'installation de la ligne téléphonique d'assistance d'urgence permet de renforcer le système de protection et de soutien aux victimes de la VBG.

■ Association Fitia



<Informations générales>

Date de Création	2010
Domaines d'action	Soutien aux victimes des VBG, aux personnes ayant des difficultés à cause des dégâts du cyclone, aide à la santé des mères et des enfants, éducation générale et, éducation morale des jeunes et appui de l'indépendance des femmes
Nombre de personnes	20 ¹
Particularités	Association créée à l'initiative de la première dame du président. Elle met en œuvre des activités non seulement sur les VBG mais aussi dans des domaines variés. Concernant la santé des mères et des enfants, notamment l'amélioration de la nutrition, elle soutient à des activités en collaboration avec l'OMS.
Principaux organismes et réseaux partenaires	A la demande du gouvernement, une plate-forme est en cours de construction pour promouvoir la collaboration avec les organisations relatives aux VBG.
Site Web, réseaux sociaux	https://association-fitia.com/

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Activités de sensibilisation destinées aux jeunes sur les droits des femmes
- Création de la ligne verte de consultation pour répondre immédiatement à des dommages, en collaboration avec les ministères concernés
- Négociation sur les politiques destinées aux lois relatives à la protection des victimes
- Offre de soins sociaux et psychologiques, de protection des victimes, de soutien légal, de formation pour l'autonomisations économique et la réintégration sociale des femmes victimes
- Création d'un centre global permettant d'offrir des services d'assistance sociale et de soins médicaux

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Mise en place d'activités de sensibilisation destinées aux entreprises et aux hommes pour lutter contre les VBG.
- Soutien par la consultation juridique et action en justice portée devant un tribunal.
- Le centre spécialisé dans la Lutte contre les VBG est ouvert 7 j/7 et a aidé 1.056 personnes au total depuis sa création en novembre 2019. ²

¹ Comprenant les médecins et les hommes soignants sociaux et les psychologues.

² Chiffre de l'enquête en ligne le 18 novembre 2020



République du Mali

■ Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

<Informations générales>

Organisation en charge des VBG	Programme National pour l'abandon des Violences Basées sur le Genre (PNVBG)
Rôle principal	Selon ce programme, la sensibilisation, la surveillance, la coordination, le suivi, la gestion des informations et l'étude sont réalisées pour éliminer les VBS.
Organisme de coordination pour les VBG	Comités d'orientation pour l'abandon des VBG sont en cours de mise en place au niveau central, provincial et communautaire. La commission est présidée par le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Ils sont composée de ministères concernés, d'organisations des ONU, de sociétés civiles et d'ONGs nationales et internationales. Elle coordonne aussi les activités entre les organisations concernées selon une évaluation annuelle. Pour l'organisation de la coordination des activités humanitaires, un groupe de lutte contre VBG a été mis en place.
Site web, réseaux sociaux	https://www.mpfef.gouv.ml/

<Principales politiques en matière de VBG>

- Offre de soins sociaux et psychologiques, du service de soutien légal et médical et du service de réintégration sociale à l'égard des victimes (Mise en place du centre de soutien global, de la ligne téléphonique de soutien aux victimes et de signalisation et du fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et de l'enfant: FAFE)

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- En renforçant la collaboration avec les ministères concernés pour les soins médicaux, le développement social, la justice et la sécurité, le service de soutien aux victimes des VBG compréhensible est renforcé dans un centre de soutien global.
- Grâce au FAFE, les victimes peuvent bénéficier d'occasions de participer à la formation professionnelle et du soutien pour acheter le matériel nécessaire au lancement ou à la continuation des activités économiques destinées à la réintégration sociale.

■ Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles : Amsopt



<Informations générales>

Date de création	1991
Domaines d'action	VBG, élimination de l'excision, santé et droits du sexe et de la reproduction
Nombre de personnes	45 (Femme37, Homme8)
Particularités	Elle a pour mission de « faire participer les femmes au processus de développement et de libérer les femmes et les enfants des pratiques traditionnelles nuisibles ». Elle déploie ses activités au siège de la capitale Bamako et dans 3 bases à travers le pays.
Principaux organismes et réseaux partenaires	Elle appartient au groupe national de lutte contre les VBG et au conseil de coordination des activités de soutien aux organisations de lutte contre les VBG de la province. Elle est en collaboration avec l'UNFPA, l'UNICEF et les ONGs de la République de Kenya et de la République française.
Site Web, réseaux sociaux	http://alliancecroitsetsante.equipop.org/amsopt/ Blog: http://amsopt.over-blog.com WhatsApp : @amsopt Tweeter : @OngAmsopt

<Principaux types d'assistance en matière de VBG>

- Incitation au changement de la norme sociale et du comportement et sensibilisation à l'aménagement légal
- Offre de soutiens médicaux, sociaux, psychologiques et légaux
- Appui économique pour promouvoir l'indépendance économique des victimes
- Mise en œuvre de la formation de renforcement des capacités médicales, sociales et psychologiques pour les victimes des VBG, destinée au personnel de la santé publique.

<Exemples de réussites et d'initiatives efficaces>

- Grâce à l'incitation au changement de la norme sociale et du comportement face aux VBG, certaines communautés ont aboli l'excision et les pratiques traditionnelles nuisibles.
- Grâce à la collaboration avec des chefs locaux et aux activités de formation de leadership, le modèle du rôle de l'homme et la dirigeante pour lutter contre les VBG sont apparus.

2. Pré-enquête auprès des participants du programme

Une pré-enquête a été réalisée afin de saisir notamment les expériences des participants en matière de formation ou leurs attentes par rapport au programme, pour organiser une réunion d'information et d'échanges correspondant à leurs centres d'intérêt. En définitive, les réponses ont été obtenues de 13 participants parmi les 17 (taux de réponse 76,5 %). Voici les résultats extraits de l'enquête :

(1) Réponses aux questions liées aux expériences en matière de formation

① Expériences en matière de formation et thèmes de formation suivis

11 des 13 participants au programme ont répondu avoir reçu une ou des formations en matière de VBG. Les thèmes de formation suivis dans le passé sont les suivants :

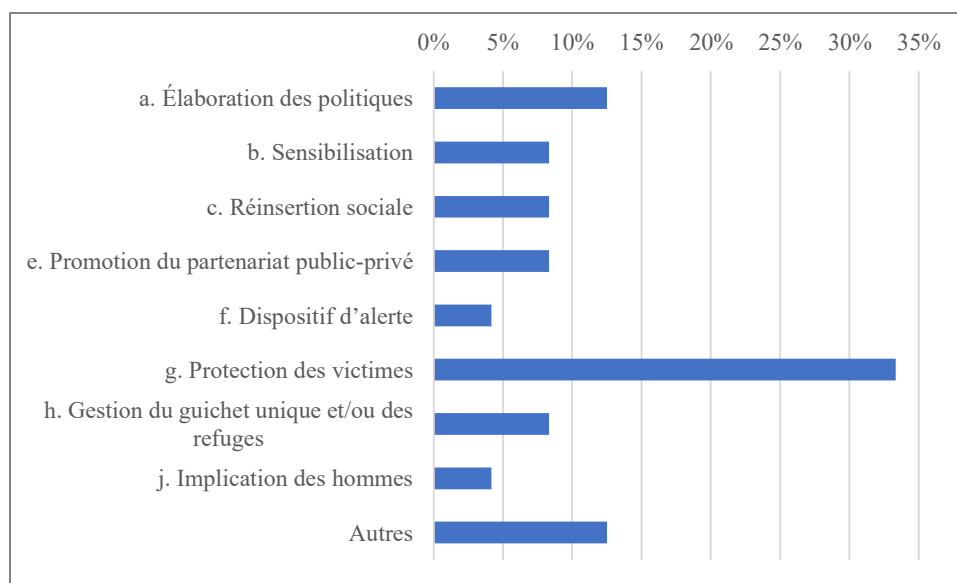


Figure 2-1 : Thèmes de formation suivis dans le passé

② Contenus des formations suivies par les participants au programme dans le passé

- ◆ Notion de VBG
- ◆ Types de VBG
- ◆ Cadre législatif
- ◆ Formation aux compétences pratiques

③ Compétences et/ou résultats obtenus par les participants au programme dans les formations suivies dans le passé

- ◆ Amélioration des compétences de prise en charge des victimes
- ◆ Amélioration des compétences sur l'appui au personnel des centres d'aide aux victimes, ou sur la formation des ressources humaines
- ◆ Amélioration des compétences concernant la sensibilisation, le soutien psychosocial aux victimes ou la gestion des cas
- ◆ Amélioration de la qualité d'attention à la situation des femmes et filles

④ Ce que les participants au programme souhaitent apprendre davantage pour l'avenir au sujet des VBG

Une question a été posée de savoir ce que les participants souhaitent apprendre au sujet des VBG. Leurs réponses sont présentées dans la figure 2-2 (une réponse par personne. N=11).

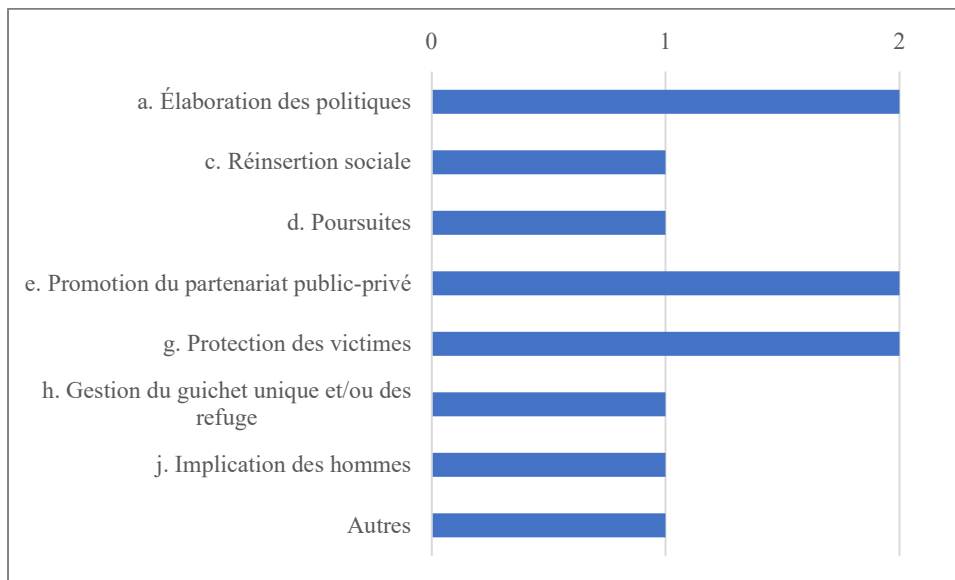


Figure 2-2 : Thèmes de formations futures identifiés par les participants

(2) Attentes par rapport à la réunion d'information et d'échanges en ligne, etc.

① Informations que les participants souhaitent obtenir des autres participants

[État actuel]

- ♦ État actuel des VBG dans les autres pays, stratégie et politique nationale, mesures mises en place, facteurs, enjeux, soutiens, etc.

[Activités et bonnes pratiques]

- ♦ Activités de sensibilisation efficaces, mesures préventives
- ♦ Bonnes pratiques du programme de lutte contre les VBG
- ♦ Soutien à la réinsertion sociale des victimes (politiques concernées, partenariat avec les privés, refuges, centres de guichet unique)
- ♦ Sensibilisation des auteurs des faits
- ♦ Justice spécialisée dans les atteintes sexuelles
- ♦ Traitement des délinquants sexuels mineurs
- ♦ Stratégies d'implication des hommes et d'autres parties prenantes

② Les expériences que les participants souhaitent partager avec les autres participants

- ♦ Soutien total aux victimes de VBG en collaboration avec les parties prenantes œuvrant dans différents domaines
- ♦ Sensibilisation et soutien intégré envers les jeunes
- ♦ Centres d'aide aux victimes faciles d'accès pour ceux avec enfants ou handicap
- ♦ Financement des activités de lutte contre les VBG dans le contexte de l'épidémie de la COVID 19
- ♦ Implication des hommes

- ♦ Mise en place d'une ligne directe ("hotline")

3. Résultats de la réunion d'information et d'échanges

Ci-après sont indiqués les éléments sur les 1^{ère} et 2^{ème} réunions d'information et d'échanges en ligne (participants, résumé du contenu...), dans l'ordre : 1^{ère} séance anglophone avec le Japon, 2^{ème} anglophone, 1^{ère} séance francophone avec le Japon, 2^{ème} francophone.

1^{ère} séance anglophone

① Participants

Organismes gouvernementaux : Sierra Leone, Japon

Associations d'aide : Australie, Philippines, Namibie, Sierra Leone

② Résumé du contenu

Les participants ont présenté, avec diapositives de PowerPoint préparées par eux-mêmes, leurs parcours professionnels, leur fonction, les activités de leur association/organisme, la situation et les enjeux concernant les VBG, leurs attentes par rapport la réunion d'information et d'échanges, etc. Les questions, posées dans la chatbox, ont été partagées entre les participants après la réunion en ligne. Elles ont été postées dans un groupe créé entre les participants sur un réseau social (SNS), pour qu'ils poursuivent le débat sur ce réseau.

③ Questions-réponses

Parmi les thèmes de débat abordés sur le site SNS, deux questions et réponses sont indiquées ici à titre d'exemple :

- ♦ Question posée par une association d'aide aux autres associations d'aide

【Question】 Quel est l'articulation entre l'assistance juridique et les autres services d'assistance ?

【Réponse】 L'assistance juridique gratuite est importante dans le cadre du processus de poursuites. En cas de règlement à l'amiable entre l'auteur des faits et la victime, on dispose d'un dispositif de surveillance en collaboration avec l'administration et la police.

- ♦ Question posée par une association d'aide aux organismes gouvernementaux

【Question】 Quel est le rôle principal joué par le service concerné dans la lutte contre les VBG

【Réponse】 Affectation de travailleurs sociaux, aides financières aux ONG qui gèrent des refuges, etc.

2^{ème} séance anglophone

① Participants

Organismes gouvernementaux : Namibie, Sierra Leone, Japon

Associations d'aide : Australie, Philippines, Namibie, Sierra Leone

② Résumé du contenu

À la présentation personnelle donnée par les absents à la première séance, a succédé un débat sur les deux thèmes suscitant un grand intérêt auprès des participants : « impacts de la covid-19 sur la VBG et mesures à mettre en œuvre » et « implication des hommes dans la prévention des VBG ». Les questions ont été inscrites dans la chatbox et répondues par les présentateurs à leur convenance. Ce débat a permis de mettre en lumière les points communs et les divergences concernant la lutte contre l'augmentation des VBG résultant de la Covid-19. En ce qui concerne

l'implication des hommes, diverses expériences ont été partagées comme les activités s'appuyant sur le point de vue des auteurs des faits et les actions de sensibilisation menées dans les écoles. Il a été reconnu l'importance de mettre en œuvre, dès le plus jeune âge des actions de sensibilisation sur les problématiques de genre.

③ Principaux thèmes de discussion

a) Thème de discussion 1 : impacts de la covid-19 sur la VBG et actions de réponse

[Impacts de la covid-19]

- ♦ On assiste à une nette augmentation de cas de violence et de maltraitance. Le plus souvent, ce sont de nouvelles victimes. La fréquence, la gravité et l'urgence des violences connaissent une hausse rapide. (Selon une association d'aide)

[Actions menées dans le contexte de l'épidémie de la COVID 19]

- ♦ En plus des permanences déjà en place, nous en avons ouvert de nouvelles. En collaboration avec des associations d'aide, nous offrons des services de protection avec refuges. (selon un organisme gouvernemental)
- ♦ En observant des victimes de VBG qui ne peuvent pas bénéficier des services nécessaires dans un contexte de fermeture partielle de ceux-ci, nous avons formé une équipe d'intervention d'urgence avec un organisme des Nations Unies pour apporter des aides matérielles et médicales. (Selon une association d'aide)
- ♦ Nous avons lancé en ligne une campagne en faveur de la réduction des violences. (Selon une association d'aide)
- ♦ En diminuant le personnel en charge des victimes et les visites aux communautés, nous avons poursuivi des actions. Nous avons distribué des produits d'hygiène aux femmes placées dans les centres d'isolement. (Selon une association d'aide)

b) Thème de discussion 2 : implication des hommes dans la prévention des VBG

- ♦ En ayant fait des recherches sur les auteurs de VBG, nous avons établi un rapport à ce sujet. (Selon une association d'aide)
- ♦ Un programme gratuit dédié aux hommes pour le changement de comportement est offert, dont l'animation est assurée par un homme et une femme. (Selon une association d'aide)
- ♦ Dans tous les écoles, collèges et lycées, l'établissement d'une relation respectueuse entre les hommes et les femmes est devenu obligatoire pour encourager le changement du comportement. (Selon une association d'aide)
- ♦ Pour offrir des programmes destinés aux auteurs des faits dans l'ensemble des collectivités locales, l'élaboration de directives fait l'objet d'études et de recherches. (Selon un organisme gouvernemental)

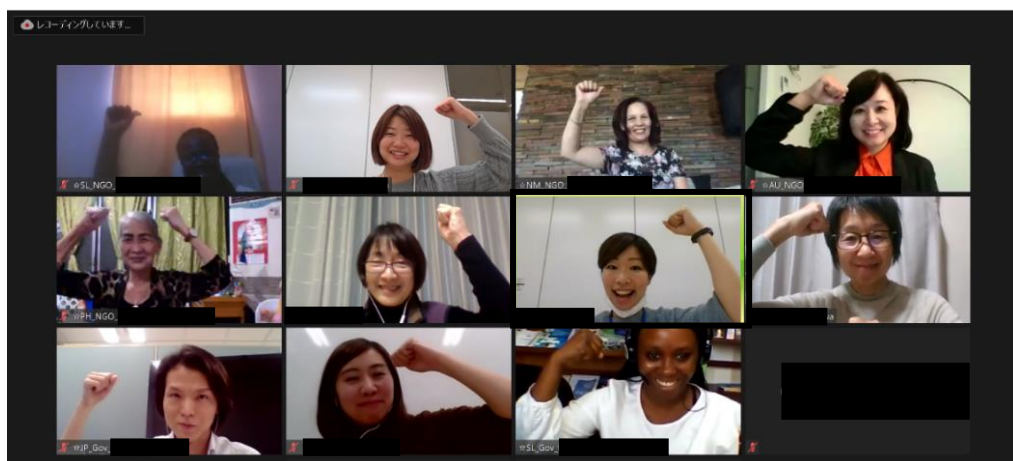


Figure 2-3 : Groupe anglophone

1ère séance francophone

① Participants

Organismes gouvernementaux : Madagascar, Mali

Associations d'aide : Burkina Faso, RD Congo, Madagascar, Mali, Japon

② Résumé du contenu

Tout comme la réunion anglophone, les participants ont présenté, avec diapositives de PowerPoint préparées par eux-mêmes, leurs parcours professionnels, leur fonction, les activités de leur association/organisme, la situation et les enjeux concernant les VBG, leurs attentes par rapport à la réunion d'information et d'échanges, etc. Ils ont participé au débat autour des thèmes d'intérêt suivants : implication des hommes dans la prévention des VBG, rôles du centre de protection d'urgence temporaire, gestion des refuges, etc.

③ Principales questions-réponses

- ◆ Question posée par une association d'aide aux autres associations d'aide

【Question】 Comment les hommes sont-ils impliqués dans les sujets tels que les mutilations génitales féminines ou le mariage d'enfants ?

【Réponse】 Il est essentiel d'approcher l'ensemble de la communauté y compris les leaders religieux.

- ◆ Question posée par une association d'aide aux autres associations d'aide et aux organismes gouvernementaux

【Question】 Comment s'effectue la gestion des centres de protection d'urgence dans chaque pays ?

【Réponse】 La gestion est assurée par le gouvernement ou les associations d'aide. Ils fournissent des soutiens psychosociaux, médicaux et juridiques.



Figure 2-4 : Groupe francophone

2ème séance francophone

① Participants

Organismes gouvernementaux : Burkina Faso, RD Congo, Madagascar, Mali, Japon

Associations d'aide : Burkina Faso, RD Congo, Madagascar, Mali, Japon

② Résumé du contenu

Après la présentation personnelle donnée par les participants qui n'ont pas fait d'exposé oral dans la première séance, a eu lieu une série de questions-réponses sur le contenu des exposés, comme par exemple l'existence ou non de la loi sur les VBG.

③ Principales questions-réponses

- ◆ Question posée par un organisme gouvernemental aux autres organismes gouvernementaux
 - 【Question】 Existe-t-il une législation relative aux VBG ?
 - 【Réponse】 Nous avons une loi sur les violences domestiques portant sur les conjoint(e)s, les ex-conjoint(e)s, les concubin(e)s et les ex-concubin(e)s.
- ◆ Question posée par un organisme gouvernemental aux autres organismes gouvernementaux
 - 【Question】 Quelles sont les prestations de service offerts par le Centre d'Aide Intégrée qui s'occupe des victimes
 - 【Réponse】 Il fournit des aides intégrées telles que les soins médicaux, psychosociaux et juridiques. Nous envisageons d'institutionnaliser le Centre d'Aide Intégrée.
- ◆ Question posée par un organisme gouvernemental et une association d'aide aux organismes gouvernementaux
 - 【Question】 Quelle est la législation ou la politique relative aux coutumes néfastes
 - 【Réponse】 Les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants étant interdits par la loi, nous développons des initiatives dans le cadre d'une politique spécifique.

(3) Échanges à travers les réseaux sociaux (SNS)

Outre la réunion d'information et d'échange en ligne, des échanges sont mis en place à travers les réseaux sociaux (pour anglophones : Facebook ; pour francophones : WhatsApp), pour favoriser les relations entre participants.

4. Résultats des post-enquêtes

Une enquête simple a été menée à l'issue de chaque séance. Le taux de réponse est de 100 % pour la première séance anglophone, de 86 % pour la deuxième anglophone, de 71,4 % pour la première séance francophone et de 50 % pour la deuxième francophone. Les résultats sont présentés ci-dessous.³

1ère séance anglophone

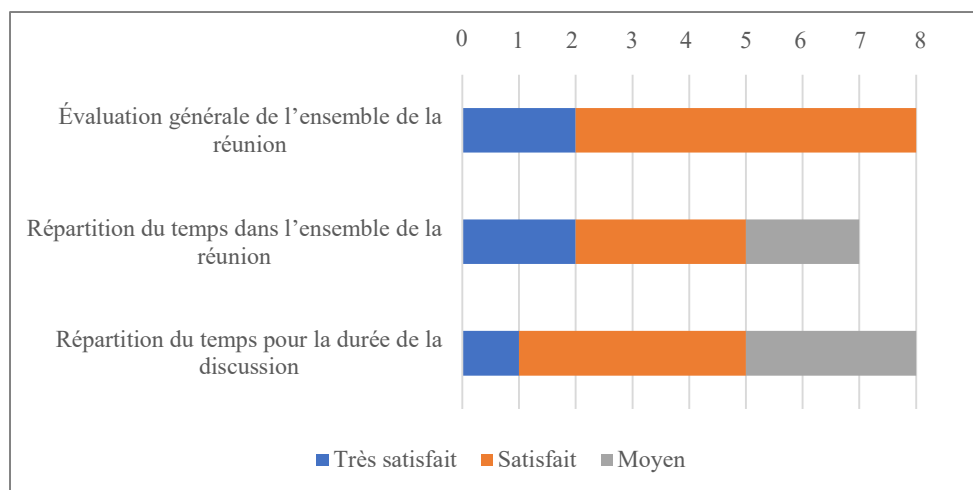


Figure 2-5 : Niveau de satisfaction concernant l'ensemble de la réunion d'information et d'échanges

2ème séance anglophone

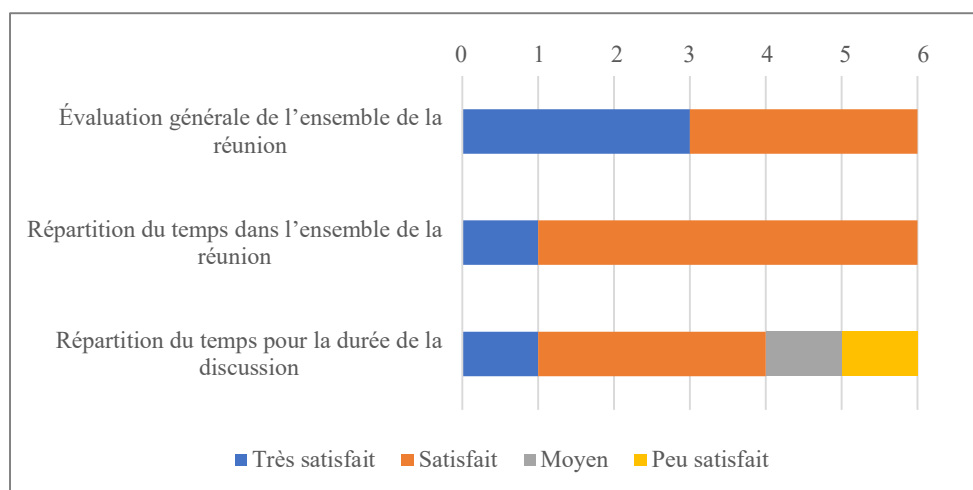


Figure 2-6 : Niveau de satisfaction concernant l'ensemble de la réunion d'information et d'échanges

³ Étant donné que les activités sont différentes à chaque séance, les items de la post-enquête ne sont pas identiques.

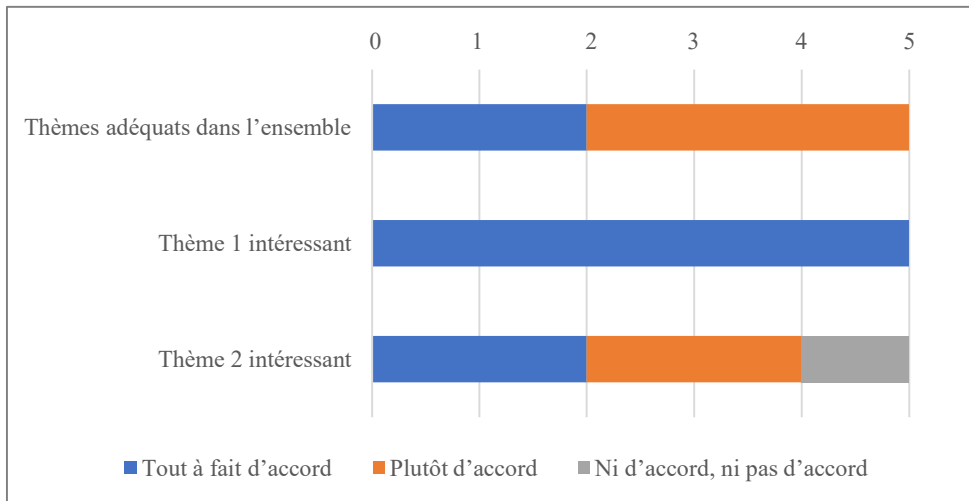


Figure 2-7 : Niveau de satisfaction concernant les thèmes de discussion

1ère séance francophone

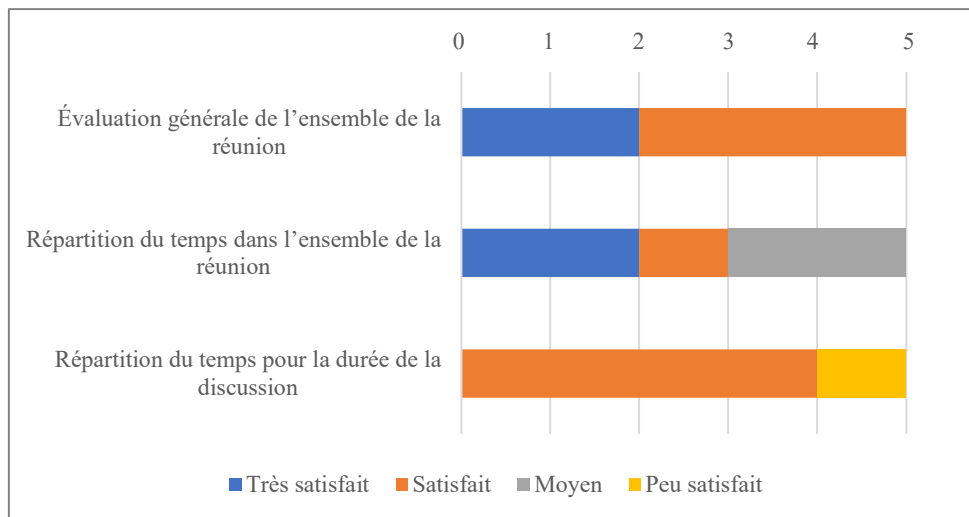


Figure 2-8 : Niveau de satisfaction concernant l'ensemble de la réunion d'information et d'échanges

2ème séance francophone

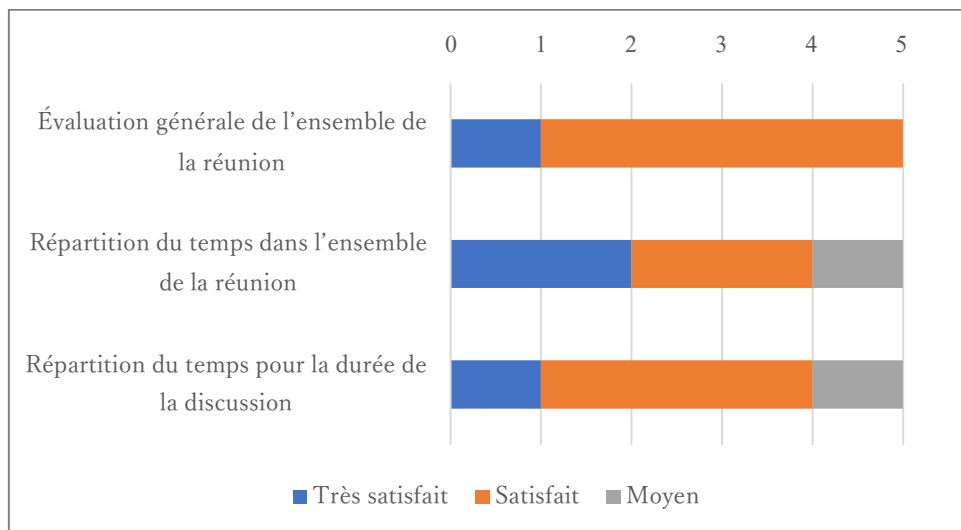


Figure 2-9 : Niveau de satisfaction concernant l'ensemble de la réunion d'information et d'échanges

【Les points positifs de l'ensemble de la réunion d'information et d'échanges】

Groupe anglophone

- ◆ Connaissances sur la situation des autres pays participants, leurs initiatives et leurs bonnes pratiques, acquises à travers les échanges d'informations
- ◆ Exemples tirés des autres pays (éclairage sur des initiatives jamais entreprises par l'association concernée)
- ◆ Relations renforcées par des échanges en ligne

Groupe francophone

- ◆ Contenu et qualité des présentations
- ◆ Partage d'expériences avec les autres pays
- ◆ Respect strict du temps imparti à la présentation et partage de celle-ci à travers les questions-réponses
- ◆ Acquisition des connaissances sur les initiatives prises d'un côté par les administrations et de l'autre par les associations d'aide, en fonction de leur position respective

5. Acquis de la réunion d'information et d'échanges en ligne

Les trois points suivants constituent des acquis essentiels de la réunion d'information et d'échanges en ligne.

Acquis 1 : partage d'expériences et apprentissage entre pairs

Les résultats de la post-enquête montrent que les participants ont un avis très favorable sur les échanges qui portent sur la situation des autres pays, leurs initiatives et leurs expériences. Les présentations personnelles faites au cours de la réunion d'information et d'échanges en ligne ont permis aux participants de partager beaucoup d'informations intéressantes sur la situation et les initiatives de chaque pays, ainsi que de dégager les points communs et les divergences entre les pays.

Acquis 2 : mise en réseau

La réunion d'information et d'échanges en ligne a facilité la mise en réseau des participants, notamment au moyen de la présentation personnelle et de débats francs.

Acquis 3 : identification des besoins et centres d'intérêts

Les exposés de chacun au cours de la réunion d'information et d'échanges en ligne ont permis de saisir les enjeux que rencontrent les organismes ou associations auxquels appartiennent les participants, ainsi que leurs centres d'intérêt :

① Enjeux que rencontrent les organismes ou associations auxquels appartiennent les participants

Les enjeux que rencontrent les organismes ou associations auxquels appartiennent les participants sont présentés dans le tableau 2-6 ci-dessous (extraits des diapositives PowerPoint préparées par les participants).

Tableau 2-5 : Enjeux que rencontrent les organismes ou associations auxquels appartiennent les participants

Normes culturelles et sociales	Facteurs sociaux et culturels qui accroissent la vulnérabilité des femmes, discrimination à l'endroit des victimes, mariage d'enfants, mutilations génitales féminines, coexistence du droit coutumier et du droit écrit, etc.
Financement	Insuffisance de financement. L'appui financier des bailleurs de fond étant limité dans la durée, c'est donc un défi majeur d'assurer un financement durable.
Législation et institution	Législation et institution fragile, système non mis en place.
Ressources humaines	Manque de ressources humaines, renforcement des capacités insuffisant.
Prestation de services aux victimes	Faible capacité de prestation de services tels que les aides à la subsistance, les services intégrés offerts par les centres de guichet unique, les services fournis par les centres de réinsertion sociale...
Gestion des données	Manque de système de collecte et d'analyse des données au niveau national. Impossible de collecter régulièrement les données sur les VBG.

② Centres d'intérêt et besoins en formation exprimés par les participants au programme

À partir de l'analyse d'informations purement théorique effectuée dans le chapitre I, des éléments obtenus au cours de la réunion d'information et d'échanges en ligne et des résultats de la pré-enquête auprès des participants au programme, on a regroupé ce que les participants souhaitent apprendre dans l'avenir, par catégorie : « Politique et institution », « Coordination et système de référence », « Mise en œuvre des aides » et « Normes culturelles et sociales », ce qui a donné les résultats affichés dans la figure 2-10.

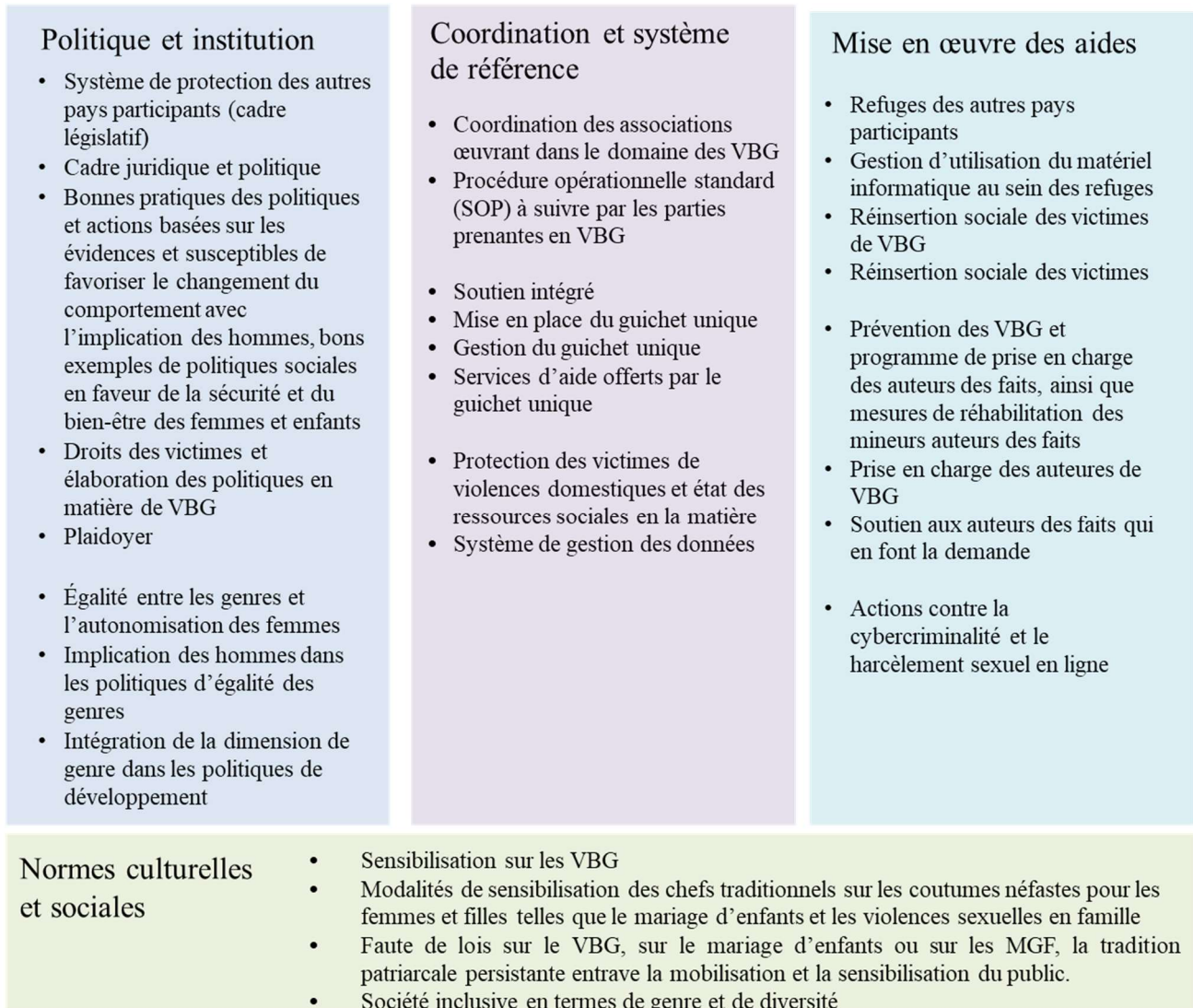


Figure 2-10 : Thèmes de formations futures identifiés par les participants

Comme pour le regroupement des enjeux mentionné dans le chapitre I (voir tableaux 1-1 et 1-2), les enjeux que rencontrent les organismes ou associations auxquels appartiennent les participants au programme ainsi que leurs besoins et centres d'intérêt sont susceptibles d'être regroupés par catégorie : « Politique et institution », « Coordination et système de référence », « Mise en œuvre des aides » et « Normes culturelles et sociales ». Pour la définition et l'élaboration du programme d'échanges en 2021, nous avons abordé les enjeux et besoins des participants de manière exhaustive, tout en prenant en compte un lien organique entre les catégories.